Numérisation CERMTRI

Le contingent doit être libéré le 1er Mai !

N° 498 — Vendredi 2 Mai 1958

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

IL n'y a pas de gouvernement, plus précisément il n'y a pas de gouvernement constitutionnellement parlant, pas de président du Conseil, pas de ministres désignés par le Parlement.

Du coup, la vie politique s'arrête. Pas de gouvernement, donc les employés de l'Etat n'ont pas de patron à qui s'adresser pour revendiquer — bonne occasion de remettre à une date indéterminée la grève des mineurs! Personne ne semble comprendre que, justement, pareille grève pourrait peser plus sur la formation du prochain gouvernement et sur la politique que les désistements aux cantonales. Ou, plus exactement, les responsables syndicaux comprennent très clairement les conséquences de pareils mouvements, et agissent en conséquence...

De leur côté, les dirigeants de la politique bourgeoise profitent de la période d'interrègne à leur manière. Il n'existe pas de gouvernement, mais l'Etat bourgeois, l'ensemble des moyens par lesquels le capitalisme impose sa volonté à la population ne connaît pas d'arrêt dans son fonctionnement. Dans une certaine mesure même, ceux qui ont actuellement le pouvoir entre leurs mains profitent de la situation présente pour prendre, en plein arbitraire, les mesures que demande la criminelle guerre d'Algérie qu'ils tiennent à poursuivre...

Le gouvernement démissionnaire, d'après la loi, «expédie les affaires courantes». Il a, dans ce cadre, décidé de garder sous les drapeaux le contingent 56 1-B! 35.000 jeunes soldats, qui avaient déjà accompli deux ans de service militaire, se voient, à quelques jours de leur libération, condamnés à demeurer prisonniers de l'arbitraire militaire pour une période indéterminée! Certains, qui devraient être rentrés dans leurs foyers, tomberont pour une sale guerre qui n'est pas la leur! Voilà l'affaire courante expédiée par Chaban-Delmas, le gaulliste ministre de la Défense nationale.

Il n'y a pas de gouvernement, mais il y a un Etat et une politique: l'Etat de la bourgeoisie, la politique de la guerre, celle de la répression, de la torture et de la guillotine, comme en témoigne l'exécution de Taleb à Alger.

Contre cette politique, contre cet Etat, la lutte ne peut être menée que par les masses, et les masses ne peuvent la mener que si elles se situent sur leur propre terrain, si elles mettent en avant leurs propres mots d'ordre, si elles contrôlent les objectifs et les moyens de leur combat.

Il ne s'agit pas d'espérer un meilleur gouvernement bourgeois, il ne s'agit pas de faciliter à un capitalisme corrompu la capitulation inévitable devant la détermina-

(Suite page 3.)

TOUS D'ACCORD MAIS SUR QUOI ?

BIDAULT ayant démontré qu'il était impossible de constituer un gouvernement qui ait pour seule attitude la poursuite et l'extension de la guerre d'Algérie sans souci des conséquences, on se tourna vers Pleven, autre personnage dont le nom demeure tristement associé à la guerre d'Indochine. Pleven passe aussi pour être un bon « Européen », c'est-à-dire un excellent « pro-Américain »...

Une fois pressenti par Coty, Pleven a sérieusement fait les choses. Premier entretien avec les différents responsables et chefs de partis nationaux, pour leur demander s'ils étaient d'accord pour considérer l'Algérie comme le premier problème de la politique française. On se doute que tout le monde fut là-dessus d'accord avec Pleven. Entretien avec les chefs militaires et Robert Lacoste, qui ne se firent sans doute pas prier pour lui exposer leurs exigences en argent et en hommes. Puis nouvelle rencontre avec les partis, cette fois pour leur soumettre une Charte sur l'Algérie, véritable pacte d'union sacrée, précisant la politique du futur gouvernement, affirmant clairement «l'attitude de la France». Pleven tenait à voir cette Charte solennellement approuvée avant d'entreprendre la formation de son gouvernement. Il désirait somme toute qu'on lui donne une confiance anticipée et qu'il puisse ensuite avoir les mains libres.

Cette Charte a, en tout cas, produit un véritable miracle. Tout le monde est d'accord avec elle. De Bidault, qui hurlait à l'abandon,

F. FORGUE.

(suite page 4)

1er MAI :

Il y a loin de la Bastille à la République

C'EST M. Mendès-France qui, en tant que président du conseil, inaugura les interdictions des défilés du 1er mai. Cette pratique est maintenant devenue une tradition fortement ancrée pour tous les gouvernements qui se sont succédé depuis lors.

Cette pratique réactionnaire s'inscrivait dans une politique générale d'atteinte aux libertés démocratiques fondamentales : interdiction du M.T.L.D., organisation nationaliste algérienne; saisie de journaux n'expricelles des gouvernements. L'inmant pas des vues conformes à terdiction des défilés du 1er Mai n'était que le début de toute l'action gouvernementale qui devait présider à la poursuite de la guerre d'Algérie : arrestations arbitraires, vote des pouvoirs spéciaux, exécutions sommaires, justice expéditive.

Quand le gouvernement de la IVe République interdit pour la 1re fois le défilé du 1er Mai, la C.G.T. était essentiellement visée. F.O. n'émit pas la moindre protestation. La C.G.T. protesta et... se réfugia gentiment dans le bois de Vincennes.

Cependant les libertés démocratiques fondamentales étaient profondément entamées, la liberté de la presse n'était plus qu'un vain mot, les cours de justice fonctionnaient à tours de bras.

Cette année apporte quelques changements. Le scénario a été quelque peu modifié. La C.G.T. a préparé le défilé du 1er mai avec beaucoup de tapage et de déclaration gauchistes : « le pavé parisien doit appartenir aux travailleurs ».

Sous-entendant l'interdiction, l'Union Départementale C.G.T. de la Seine n'hésitait pas à déclarer que le défilé des travailleurs de la Nation a la Bastille devait se faire, ce 1er Mai 1958, selon la plus pure tradition.

Une question se posait alors : l'épreuve de force aurait-elle lieu ? car il ne faisait aucun doute que le gouvernement, comme les années passées, interdirait le défilé.

Non ! l'épreuve de force n'aura pas lieu.

L'an dernier la C.G.T. avait purement et simplement, de son propre chef, annulé la manifestation. Il ne fallait créer nul ennui, même léger, au gouvernement Guy Mollet. Le vote des pouvoirs spéciaux était encore frais...

Cette année, le recul de la C.G.T. a pris une autre forme.

(Suite page 3)

Tito contre Khrouchtchev :

Le congrès de Lioubliana

LE 23 avril, devant le Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves, Alexandre Rankovitch, le dauphin de Tito, acclamé par les congressistes, rappelait les « *cliquetis d'armes* » que l'on entendait en 1948 aux frontières de la Yougoslavie, dénonçait les « *responsables qui aiguisent à nouveau les vieilles armes rouillées du Kominform* », et les tentatives de pression et d'ingérence qu'ils exercent sur le pays. C'est le même langage, dans leur style personnel, que Tito la veille, Edouard Kardelj le lendemain, ont tenu devant les congressistes. Ainsi que l'écrit le correspondant du « New-York Times », « *le discours de Rankovitch éveillait les échos de 1948, quand Staline appelait les Yougoslaves à se débarasser de la clique Tito* ».

Il y a pourtant moins d'une semaine, la publication, dans la presse communiste yougoslave, d'une série d'amendements aux thèses présentées au Congrès de la L.C.Y., avait généralement été interprétée comme exprimant le désir de la direction yougoslave d'apaiser l'ire du Kremlin, comme une preuve de sa volonté de conciliation.

LA PREPARATION DU CONGRES

Dans le cadre de la préparation du Congrès, il est important de relever la lettre adressée le 17 février à toutes les organisations de la L.C.Y. par le Comité Central, et consacrée à l'analyse de ce que les dirigeants appellent les « **phénomènes négatifs** ». L'essentiel portait sur une description et une critique, souvent précise, parfois féroce, du « **bureaucratisme** » : « **La critique est étouffée** », déclarait le document, précisant son accusation : « **Il y a même des cas où les ouvriers qui avancent des critiques sont renvoyés de place en place ou même congédiés** ».

La lettre mettait particulièrement en relief, parallèlement aux phénomènes de « **bureaucratisme** », l'accroissement « **des privilèges matériels** » des bureaucrates, en citant de nombreux exemples, la pratique généralisée du recours au « **piston** » ou « **à la protection** » pour le règlement d'affaires comme l'embauche, les pensions, les attributions d'appartements ou de bourses, dénonçait « **l'augmentation trop rapide et non justifiée de l'éventail des salaires chez les employés des organisations économiques et dans l'administration de l'Etat** ».

Cette violente diatribe, lancée quelques semaines après la secousse que constituait la grève des mineurs de Trbovlje, en Slovénie, et le rôle joué à cette occasion par le Conseil Ouvrier de la mine, ne relevait pas du hasard. Au même moment, la presse yougoslave entamait une violente campagne contre les profiteurs du régime, annonçant même des exclusions. Le Comité Central prenait grand soin, en même temps, de condamner « **cette tendance à concevoir la démocratie de façon petite-bourgeoise et anarchiste, et qui, sous prétexte de lutter contre le bureaucratisme, porte des coups aux acquisitions fondamentales de l'évolution du socialisme** ». Il était clair que cette campagne répondait à un mécontentement croissant de la population yougoslave contre les privilèges des bureaucrates. Soucieux de prendre des distances, les dirigeants de la L.C.Y. tentaient une campagne de « **rectification bureaucratique** ».

LES VERITABLES CONTRADICTIONS

En réalité, pour mettre fin aux phénomènes du « **bureaucratisme** » et du « **carriérisme** » ainsi dénoncés, le C.C. de la L.C.Y. ne présentait — et pour cause — que des moyens très dérisoires. L'appel à la discipline et aux sentiments de responsabilité, au resserrement des liens de l'organisation et aux « **vertus morales et politiques fondamentales qui doivent être celles d'un communiste et d'un combattant pour le socialisme** », ne pouvait guère créer d'illusions sur les chances de redressement, dans la mesure où il s'adressait aux dirigeants politiques, à ces organismes de di-

(Suite page 3)

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de :
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :
1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6082-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

Numérisation CERMTRI

LE 47E CONGRES DE L'U.N.E.F.

LE 47e Congrès de l'Union Nationale des Etudiants de France, qui s'est tenu à Marseille du 9 au 13 avril, a constitué une importante étape dans l'histoire du syndicalisme étudiant. Déjà, l'an dernier, à Paris, le « Congrès du Cinquantenaire » s'était soldé par une scission entre les éléments réactionnaires, partisans de l' « apolitisme », mot magique dans leur bouche, signifiant tout simplement le refus de prendre position sur les problèmes essentiels de l'heure — en définitive l'approbation par le silence des crimes et des injustices — et la grande majorité des étudiants restés fidèles aux principes de la Charte de Grenoble, et, entre autres, à celui qui affirme que l'étudiant est un « travailleur intellectuel ».

En fait, cette année, malgré la tenue symbolique à Limoges du congrès fantoche des réactionnaires du M.E.F. (Mouvement des Etudiants de France), destiné à répliquer aux assises normales de l'U.N.E.F., il a été possible de se rendre compte à quel point les étudiants faisaient confiance au seul mouvement à la fois représentatif et capable de défendre leurs revendications. Pendant les cinq journées d'un congrès fiévreux et actif, un grand nombre de questions ont été soulevées, débattues, et réglées semble-t-il dans la plupart des cas, avec le souci scrupuleux de ne rien laisser dans l'ombre.

Outre cette application, le Congrès fut caractérisé par une confrontation, souvent tendue, entre deux tendances. Il est nécessaire, à ce propos de rappeler que l'U.N.E.F. a déjà connu une lutte entre « majoritaires » et « minoritaires ». Les « minoritaires », ayant pris la direction il y a deux ans, l'ont conservée depuis. De plus, une importante partie des « majoritaires », du moins de leurs responsables dans les différents groupements constituant l'U.N.E.F. (Associations Générales d'Etudiants par Facultés ou par Académies, Fédérations ou Offices Nationaux d'Etudiants de même spécialité, etc.), ont depuis quitté le mouvement étudiant par la force des choses, ou ne le hantent plus qu'en qualité d' « éminences grises », quand ils n'ont pas rejoint le M.E.F. cité plus haut. Mais les modérés de cette tendance sont restés, et ils se sont de plus en plus liés aux éléments droitiers de la « minorité ». A l'heure actuelle, il y a deux courants essentiels :

— les centristes, regroupant les ex-majoritaires modérés et les ex-minoritaires de droite, prêts à chercher des compromis avec les réactionnaires.

— la gauche des ex-minoritaires, qui se refuse à mettre les principes de la Charte de Grenoble et le dynamisme du syndicalisme étudiant au rang des problèmes secondaires.

Ces deux tendances se sont affrontées en un débat passionné sur la question d'Algérie. Certes, la gauche ne s'était pas fait d'illusion et ne s'imaginait pas que l'U.N.E.F., reflet déformé sans doute, mais reflet tout de même de la majorité bourgeoise et petite-bourgeoise du monde étudiant, pouvait et devait prendre une position en flèche sur ce problème, alors que le prolétariat lui-même, du fait de ses appareils syndicaux bureaucratisés, ne peut jouer le rôle important qui devrait être le sien. Mais elle escomptait bien infléchir le courant de l'U.N.E.F. vers une orientation qui serait un pas en avant, et assurerait la possibilité d'une progression ultérieure. Elle y est parvenue dans une mesure satisfaisante, en ce sens que l'accord put se réaliser sur une plate-forme minimum, un texte dénonçant la dégradation de la démocratie, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, et réprouvant la négation de l'individu qui caractérise la politique de nos gouvernements dans les territoires d'Outre-Mer. En outre, et ce n'est pas le moins important, la gauche obtint la majorité sur une motion qui soulignait l'impossibilité pour l'U.N.E.F. de poursuivre, dans les circonstances actuelles, son rôle de lien fraternel entre les civilisations française et africaine et qui exprimait le désarroi des étudiants face à cette situation. Soulignons aussi le fait que la droite ne répliqua par aucun texte. Bien que la motion de la gauche ait été mise « en sursis », on peut s'attendre, en raison des responsabilités obtenues par la gauche au bureau de l'U.N.E.F. à ce qu'elle soit publiée et publiquement défendue.

Par ailleurs, un travail plus technique, mais qui décide souvent du sort matériel de l'étudiant, a été réalisé dans les diverses commissions.

Dans la Commission Intérieure ont été débattus les problèmes des bourses, des œuvres universitaires, de la co-gestion (gestion commune par étudiants et administration) des organismes qui les concernent.

Dans la Commission Universitaire, on traita des questions du recrutement des professeurs, de la démocratisation, de la réforme de l'enseignement, et surtout de cette clé de voûte de l'avenir du monde étudiant qu'est l'**allocation d'études**. Rapporteurs et commissaires s'attachèrent à démontrer la nécessité de l'attribution d'un pré-salaire à tous les étudiants, pour que la jeunesse de ce pays, sans exclusive, ait la possibilité matérielle de poursuivre ses études et que, du même coup, l'Etat reconnaisse l'importance, pour la vie sociale et publique, des étudiants.

Dans un certain nombre d'autres commissions, la Commission Sports-Santé, la Commission Informations, la Commission Internationale, on s'appliqua à mettre en valeur :

— dans la première, la nécessité d'une éducation totale de l'individu, c'est-à-dire autant physique qu'intellectuelle.

— dans la seconde, l'urgence d'une diffusion normalisée de la véritable presse étudiante, dont le journal **L'Etudiant de France**, et les perspectives d'enrichissement de cette presse sur le plan de l'information et de l'idéologie.

— dans la troisième, l'opportunité de l'établissement de liens avec les étudiants étrangers, tout en prenant des distances à l'égard des tactiques de l'une et l'autre des associations internationales (U.I.E. à l'Est et C.O.S.E.C. à l'Ouest) soumises à des pressions politiques étrangères à un syndicalisme digne de ce nom.

Ainsi, le programme de l'U.N.E.F. ne paraît pas négligeable. Elle semble avoir passé heureusement un tournant difficile. Il faut souhaiter qu'elle conserve ce goût de la recherche patiente en y joignant celui de l'efficacité.

Correspondant étudiant.

POURQUOI MESSALI HADJ RESTE INTERNE

LE sort de Messali Hadj est devenu le symbole de la lutte de tout un peuple pour sa liberté. Le fondateur du nationalisme algérien, pionnier de la lutte pour l'indépendance de son pays, a passé la plus grande partie de sa vie dans les prisons ou les « résidences forcées » de l'impérialisme — à l'instar du grand révolutionnaire français Auguste Blanqui, qui fut, comme l'est aujourd'hui Messali, interné à Belle-Ile-en-Mer. Comme le soulignent les lignes qu'on va lire, et que nous extrayons du Bulletin d'information du M.N.A., bien que la cour de cassation vienne de déclarer illégales certaines des mesures arbitraires qui l'ont frappé, Messali Hadj reste à Belle-Ile.

En mars 1956, Messali Hadj, alors en résidence forcée à Angoulême, subissait une fois de plus un renforcement des mesures d'isolement dont il est en permanence l'objet. Le Préfet de la Charente, sur ordre du gouvernement français, lui interdit de sortir de sa chambre et cette interdiction était même appliquée à ses enfants.

Le Chef National porta plainte contre cet intolérable abus de pouvoir. La Cour d'Appel de Bordeaux suivit dans ses conclusions le Parquet d'Angoulême qui avait rendu une ordonnance de non-lieu. Messali décida de porter l'affaire devant la Cour de Cassation qui vient de rendre un arrêt en sa faveur puisque le jugement de la Cour d'Appel a été cassé.

Ainsi, l'arbitraire qui préside à la situation du Chef National a été encore une fois stigmatisé par les tribunaux français eux-mêmes. Cette situation est totalement illégale en regard des lois françaises elles-mêmes puisque c'est sur un jugement des tribunaux de Vichy que le Gouvernement français se base pour appliquer à Messali la résidence forcée. Il est clair que ce n'est là qu'un prétexte et qu'à défaut de celui-là les dirigeants français en eussent bien trouvé un autre car ce qui importe pour eux est de priver le Chef National de sa liberté.

Les gouvernements français savent en effet fort bien ce que représente pour le peuple algérien Messali Hadj. Ils savent que, lui libre, il ne leur reste plus aucune chance de tromper le peuple algérien ou d'arriver à bout de sa persévérance.

Ce qui est curieux, c'est que tous ces « démocrates » ou autres « hommes de gauche » qui déclarent péremptoirement que le M.N.A. n'existe plus ne s'étonnent pas de l'entêtement que met le colonialisme à en poursuivre de sa haine le Président. Si le Mouvement National Algérien est enterré, pourquoi tant craindre Messali qui en est le symbole ? Il y a là un paradoxe bizarre. Et surtout la preuve qu'il est tot pour pleurer sur la tombe du M.N.A.

Le M.N.A. n'est pas né hier. Messali l'a fondé en 1937 et même avant l'Etoile Nord-Africaine. Depuis ce jour, on a maintes fois prédit son échec ou « pleuré » sur sa disparition. Cependant, il est toujours là, dynamique, actif et puissant. Toutes les coalitions ou les complots qui se sont ourdis contre lui ont été tour à tour vaincus, du Congrès Musulman Algérien en 1936 au centralisme en 1954. Fort de ces expériences, il ne craint pas aujourd'hui ses adversaires, si nombreux qu'ils paraissent et il saura lutter avec la même persévérance pour arracher son créateur et Président Messali Hadj des griffes du colonialisme ainsi que pour atteindre le but pour lequel il a été créé, la liberté et la dignité pour le peuple algérien, l'indépendance de l'Algérie.

La crise des étudiants socialistes

EN 1947, le Comité Directeur de la S.F.I.O. prononçait la dissolution des Jeunesses Socialistes. Dix ans après éclate, au sein de la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes, une crise qui se solde par le départ des trois principaux groupes de la Fédération : Paris, Lyon et Bordeaux. Ces dates sont les points culminants du conflit entre l'appareil de la S.F.I.O. et les mouvements de jeunesse se réclamant de l'idéologie socialiste. Dans l'affaire des E.S., les intentions des dirigeants sociaux-démocrates étaient claires dès le début : il s'agissait de museler à tout prix des jeunes dont l'évolution allait à contre-courant de l'orthodoxie molletiste.

L'OPPOSITION DES E.S. A MOLLET-LACOSTE

En effet, les Congrès des E.S. en 1956 et 1957 avaient mis l'accent sur une politique algérienne radicalement opposée à celle de la S.F.I.O. Le dernier Congrès avait demandé que soit d'abord instauré un climat de confiance par la libération et l'amnistie des détenus et condamnés politiques, l'épuration de l'administration et de la police, et le départ de Lacoste, pour permettre la tenue d'une Conférence de la Table Ronde où siègeraient les représentants du gouvernement français, du F.L.N., du M.N.A. et de tous les autres courants politiques algériens. Elle devait se proposer comme tâche la conclusion du cessez-le-feu et l'organisation d'élections libres à une Assemblée Algérienne dont les mandataires ouvriraient les négociations politiques avec le gouvernement français. Le Congrès avait en outre protesté contre les tortures perpétrées en Algérie sous l'autorité d'un Président du Conseil et d'un Ministre Résidant socialistes. Depuis cette date, la tension n'a cessé de croître, jusqu'à la crise.

LES MANŒUVRES DE L'APPAREIL

Au cours de l'été dernier, l'appareil saisit le prétexte d'un acte d' « indiscipline » du secrétaire national de la F.N.E.S., J. Bugnicourt, pour suspendre le bureau et désigner un « bureau provisoire », composé, bien entendu, d'hommes de confiance parachutés par le Comité Directeur S.F.I.O. En fait, Bugnicourt s'était rendu en U.R.S.S. à titre personnel à l'occasion du Festival Mondial de la Jeunesse.

Le parti saisit l'alibi d'une astuce statutaire pour frapper l'organisation même des E.S. sous le prétexte des « fautes » de son secrétaire national, et réaliser une opération politique. Les E.S. réagirent et refusèrent de reconnaître le nouveau bureau. Dès lors, l'appareil allait s'employer à les isoler, pour paralyser leur action et imposer sa loi à l'usure, en faisant pratiquement entériner une modification des statuts de la F.N.E.S. lui enlevant toute son autonomie. Les E.S. demandèrent la réunion d'un Congrès, seul habilité pour modifier les statuts et désigner démocratiquement une nouvelle direction. Le Comité Directeur de la S.F.I.O., sans même fournir la moindre explication, écarta ces justes exigences. Il entreprenait en effet l'ultime opération d'étranglement, recrutant largement des E.S. inexpérimentés et facilement contrôlables pour noyer dans une masse de lycéens les groupes authentiques d'E.S. et s'assurer ainsi au Congrès une majorité artificielle.

LA CONFERENCE D'AVRIL

Lorsqu'il fut certain de sa victoire, il convoqua à Montluçon, le 1 avril, une Conférence Nationale. Face à cette « Fédération » d'un type nouveau puisqu'elle comptait lycéens et normaliens de première année, les E.S. ne pouvaient admettre que les groupes préfabriqués qui la composaient participent à l'élaboration d'une politique étudiante dont ils ne connaissaient pas le premier mot. Or ces groupes détenaient la majorité et suivaient docilement les consignes de l'appareil. Ils détruisirent tranquillement ce que dix années de recherche politique et de militantisme sérieux avaient construit, approuvant la dissolution de l'U.G.E.M.A., interdisant toute participation à des Comités Antifascistes, admettant les « manipulations » du sursis par le gouvernement, tronquant la motion syndicale jusqu'à en faire un texte platement corporatif et « apolitique », en retrait même sur la doctrine de l'U.N.E.F.

LES JEUNES ET L'APPAREIL

Les leçons de cette expérience doivent être claires pour tous les E.S. L'appareil n'a pas pu tolérer l'autonomie de leur organisation, la formation militante démocratiquement donnée à ses membres, l'indépendance de leur pensée politique. Comme le déclarent les trois groupes qui se sont sabordés : « L'actuelle direction du Parti préfère une organisation fantôme, mais docile, à une organisation efficace »... Au moment même, en effet, où un étudiant socialiste accède à la présidence de l'U.N.E.F., le groupe dont il faisait partie se voit contraint de quitter la Fédération...

Les Etudiants Socialistes de 1958 ne sont pas les premiers à faire une telle expérience. L'appareil social-démocrate ne peut pas laisser vivre une organisation de jeunes qui croient sincèrement au socialisme, et qui militent dans les organisations de masses sans se préoccuper des intérêts de la bourgeoisie française. Ils voudront, malgré les difficultés, continuer le travail de clarification politique, le travail de formation militante, les tâches importantes entreprises dans le mouvement syndical étudiant. Dans cette voie, ils rencontreront d'autres jeunes, aux expériences différentes, mais qui marchent dans la même direction.

DAVIN.

REVOLTES

Ce bulletin culturel et technique (éducation populaire) se présente sous forme de fiches amovibles ne traitant qu'un seul sujet.

La revue comprend :

— une partie générale (tribune libre, discussions, activités, études, documents...) ;

— une partie culturelle (textes, poèmes, chants, montages d'art dramatique, techniques diverses...).

Edité par un groupe de jeunes, cette revue vise à éveiller la discussion et la prise de conscience des réalités sociales par les jeunes, en essayant au maximum d'être objectif et indépendant, ce qui ne signifie pas tiède et neutre.

LE NUMERO 7 EST CONSACRE A LA GUERRE.

Au sommaire : La guerre et les jeunes, le service militaire, les jeunes dans l'armée, problèmes atomiques, la guerre et son prix, les civils et la guerre, la guerre révolutionnaire, le brave soldat Schweik, lettres de Stalingrad — Et des fiches de poèmes, danses populaires, techniques des projections fixes, etc...

Commandes et abonnements Maurice SEDES, 144, rue de Flandre, Paris-19e

C.C.P. 7860.71 Paris

Prix de l'exemplaire : 150 fr.

Abonn. de soutien : 1.000 fr.

Abonn. ordinaire : 700 fr. (pour 5 numéros)

REVOLTES est également en vente à la librairie de la S.P.E.L., 5, rue de Charonne

Numérisation CERMTRI

U. S. A. LES NOIRS DE MONTGOMERY ECRIVENT DE NOUVEAU L'HISTOIRE

LE 27 mars, peu après minuit, un jeune noir de l'Alabama, Jeremiah Reeves, fut électrocuté à la prison de Kilby, près de Montgomery, pour le prétendu viol d'une femme blanche. Jusqu'à la fin de sa lutte contre les tribunaux imbus des préjugés raciaux des blancs, Reeves affirma son innocence.

Le lynch légal du jeune Reeves fut accompagné d'un autre outrage cruel infligé au peuple noir. Le jour précédent son exécution, un blanc, lui aussi accusé d'avoir violé une jeune mineure noire, ne fut même pas arrêté.

La colère, et la ferme résolution de rendre les coups, envahirent la communauté noire de Montgomery. A travers la ville, des combattants de la liberté exigèrent une action d'auto-défense. Un tract fut distribué, appelant à un rassemblement de masse devant le Capitole de l'Etat, au cœur de la ville, là où les politiciens racistes élaborent leurs lois anti-nègres pour l'Etat de l'Alabama.

Les racistes blancs dénoncèrent le rassemblement projeté comme étant l'œuvre « d'agitateurs professionnels ». Les journaux publièrent des informations menaçantes sur une intervention massive de la police, si le rassemblement avait lieu. Des gangs de terroristes blancs écrivirent en grosses lettres sur les murs des immeubles avoisinants des avertissements adressés aux Noirs d'avoir à se tenir à l'écart de la manifestation.

En dépit de ces tentatives d'intimidation, plus de 3.000 courageux combattants noirs de la liberté se retrouvèrent devant le Capitole de l'Etat, le dimanche de Pâques, le 6 avril. Ils vinrent pour exprimer leur amertume, leurs exigences de justice, pour se faire entendre de la nation et du monde entier.

La manifestation se déroula près de l'endroit où Jefferson Davis prêta serment comme président de la confédération, au début de la guerre civile américaine, en 1861. Ce lieu a longtemps été comme le symbole de la suprématie blanche, du maintien des nègres dans un état de servitude. Avant la manifestation de Pâques 1958, les hommes de couleur n'osaient guère se montrer dans le voisinage. Leur présence, le 6 avril, devant cette forteresse de la suprématie blanche, constitue une action sans précédent, qui porte à un niveau supérieur la lutte pour l'égalité des Noirs.

Une fois encore, la population noire de Montgomery faisait de l'histoire, comme déjà lors du fameux boycott des autobus, par lequel les noirs éliminèrent la ségrégation dans les transports en commun. Une fois encore, ils ouvraient des voies nouvelles pour l'intervention des masses dans leur lutte pour la justice. Les Noirs, à travers les Etats-Unis tout entiers, seront poussés par l'exemple de Montgomery à utiliser la force de leur nombre, au lieu de faire confiance à des dirigeants conservateurs qui prient les politiciens capitalistes d'accorder de minces concessions, tout en essayant d'empêcher les hommes de couleur d'intervenir en masse dans la lutte.

Parmi les dirigeants des Noirs de Montgomery, le plus connu est le révérend Martin Luther King. Comme les autres jeunes prêtres de la ville, il a montré un grand courage, et il mérite le respect pour la lutte qu'il a menée au service de la cause des Noirs. Mais il y a une autre couche de dirigeants noirs à Montgomery, qui sont moins connus à l'étranger, mais qui ont joué un rôle vital dans la lutte. Ce sont des dirigeants ouvriers noirs, et le plus éminent d'entre eux est E.D. Nixon (1).

Nixon est un combattant de classe expérimenté, et un dirigeant qui a un long passé de lutte pour l'égalité des Noirs dans l'Etat d'Alabama. Autour de lui sont rassemblés de jeunes ouvriers nègres qui constituent le noyau militant des combattants de la liberté. Dans le boycott des autobus, ce sont eux qui introduisirent des méthodes de lutte syndicalistes, qui furent décisives pour la victoire finale.

De jeunes travailleurs, dont quelques-uns étaient des anciens combattants, conduisirent et gardèrent les voitures qu'utilisèrent les Noirs pendant la durée du boycott des autobus. Des réunions régulières furent tenues, comme le font les meilleurs dirigeants des grèves, pour informer la base, et assurer la plus large participation à tous les aspects de la lutte. Principalement grâce à l'influence de ces dirigeants ouvriers, l'organisation des Noirs de Montgomery a fonctionné comme un instrument démocratique de combat. Ce sont ces facteurs qui expliquent l'efficacité et la combativité exceptionnelles de ces actions de masse.

Le Socialist Workers Party (trotskyste) a donné tout l'appui possible aux héroïques combattants de la liberté de Montgomery. Une aide matérielle leur a été assurée par le parti. Son journal hebdomadaire, le « Militant », a vigoureusement soutenu leur cause. Les ouvriers du parti, dans le mouvement syndical, se sont efforcés de convaincre les travailleurs blancs qu'il était conforme à leur propre intérêt de classe de donner un soutien total à la lutte des Noirs pour l'égalité.

Sur le plan politique, le S.W.P. cherche à convaincre la population noire de la nécessité d'une action politique indépendante, en alliance avec la classe ouvrière, par l'intermédiaire d'un Labor Party. Là où un candidat noir indépendant pose sa candidature à un poste public, en s'opposant à la fois aux républicains et aux démocrates, le S.W.P. le soutient, en application du droit des minorités à être représentées au gouvernement. Tout en soutenant ces candidats noirs indépendants, le S.W.P. réserve bien entendu son droit d'exprimer une critique fraternelle des insuffisances de son programme.

Par la bande de ses candidats aux élections générales de 1958, le S.W.P. exprimera un soutien total de la lutte des Noirs. Ses candidats présenteront un programme d'action de masse et d'action politique indépendante pour faire progresser la lutte pour les revendications immédiates des Noirs. Et ils expliqueront pourquoi le droit des Noirs ne peuvent être garantis que par l'abolition du capitalisme, et la marche à une société socialiste.

Partout où des candidatures socialistes uniques pourront être réalisées en 1958, on peut compter que toutes les tendances participantes seront d'accord pour une politique

(Suite page 4).

CONTINGENT

(Suite de la 1re page)

tion du peuple algérien. Il s'agit, pour mettre fin à la guerre dans les plus courts délais, de lutter pour le renversement de ce régime!

Il faut en revenir aux moyens traditionnels de la lutte ouvrière, aux grèves, aux manifestations. Les «ultras» d'Alger, eux, se moquent bien de la sacro-sainte «légalité républicaine»: ils ont occupé la rue pour faire entendre qu'il faudrait bien accepter leur volonté. Mais, à Paris, on interdit les manifestations du 1er Mai et, sagement, les «géniaux stratèges» obtempèrent. Ainsi, le 1er Mai qui aurait pu être une magnifique journée de combat contre la guerre, où la classe ouvrière, défendant ses légitimes revendications, aurait été rejointe par la jeunesse réclamant le retrait du contingent d'Afrique du Nord — le 1er Mai ne sera qu'une journée pour rien, et cela par le fait des directions politiques et syndicales.

Il faut briser ce rempart que constitue la politique des grandes organisations qui se réclament de la classe ouvrière, rempart qui est le seul sur lequel puisse encore compter ce régime décrépi.

Aux militants révolutionnaires revient la tâche décisive d'exprimer sur tous les terrains, par tous les moyens, la volonté des masses d'en finir. A eux de tout faire pour donner des formes organisées à leurs aspirations.

« V »

« Les dix jours qui ébranlèrent le monde »

L'œuvre célèbre de John REED est en vente à la S.P.E.L.

Un volume : 850 francs

Envoi franco de port contre un mandat de 900 fr. au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris.

Tito contre Khrouchtchev ?

(Suite de la 1re page)

rection qui sont au premier chef responsables de ce que le C.C. appelle les « **fautes politiques** » et les « **excès politiquement nuisibles** ». Il ne suffit pas d'attirer l'attention des bureaucrates sur leurs « **fautes** » pour créer en eux le désir de les « **corriger** »... La contradiction est là : entre les déclarations des dirigeants et la réalité sociale dont ils sont l'expression.

Elle est aussi sur le terrain idéologique. Dans leur lutte contre la pression de l'U.R.S.S. au temps de Staline, les dirigeants yougoslaves, pour mobiliser les travailleurs de leur pays, ont dû dénoncer la bureaucratie soviétique, le monstrueux parasitisme de l'état stalinien. Ils ont parallèlement essayé d'opposer à la « **théorie stalinienne de l'état qui ne dépérit jamais** » la théorie de Lénine du dépérissement de l'état, en l'appuyant sur la réalisation des Conseils Ouvriers. Mais l'état yougoslave ne dépérit pas, et les Conseils Ouvriers, organes consultatifs dans les entreprises, n'ont pas le moindre rôle dans la vie politique du pays. Ce sont là des contradictions qu'on ne peut masquer indéfiniment.

La révolution hongroise a mis au jour une autre contradiction non moins fondamentale, et que toute la subtilité théorique de Kardelj n'est pas parvenue à dissimuler. En érigeant leurs Conseils Ouvriers, en retrouvant spontanément, dans leur action révolutionnaire, le chemin de l'état des Conseils, de l'état soviétique d'octobre 1917, les travailleurs hongrois montraient le chemin de la destruction de la bureaucratie. Les dirigeants yougoslaves ne s'y sont pas trompés, pas plus qu'ils n'ont sous-estimé l'attrait qu'a exercé sur les travailleurs de leur pays l'action des révolutionnaires hongrois. En approuvant, malgré quelques réserves, la deuxième intervention russe en Hongrie, en donnant sa caution au gouvernement de Kadar, la direction du Parti de Tito promettait une libéralisation du régime hongrois « à la yougoslave ». Or, Khrouchtchev n'a même pas toléré les Conseils Ouvriers émasculés qui avaient survécu à la répression.

LE VISAGE DE LA BUREAUCRATIE

Toute la politique de Tito depuis la mort de Staline a reposé en fait sur l'analyse équivoque de la situation du monde stalinien, telle qu'il l'a donnée dans son discours de Poula en décembre 1956. D'un côté les staliniens, les « durs », ses vieux ennemis, et de l'autre les « libéraux », les « déstalinisateurs », qu'il faut soutenir, qui doivent être ses alliés dans la « **déstalinisation** » progressive et pacifique, dans laquelle la Révolution hongroise n'aurait été qu'une erreur regrettable due à un excès de lenteur dans les réformes. Cette explication était déjà en contradiction avec l'explication donnée des « **crimes de Staline** » par l'influence sociale de la bureaucratie parasitaire dont Staline n'était que l'expression. Elle est encore plus inacceptable, aujourd'hui que les dirigeants yougoslaves sont contraints, sous la pression croissante des dirigeants russes, de dénoncer leur plus cher allié « **libéral** » de la veille, le bon Khrouchtchev en personne, comme l'inspirateur des atteintes à leur souveraineté, des « **ingérences dans les affaires de leur parti** », des menaces et des pressions dont ils sont l'objet. Le champion de la libéralisation manifeste aujourd'hui à leur endroit le même « **dogmatisme** », le même « **sectarisme** », la même « **tendance au monopolisme idéologique et à l'hégémonisme politique** » que son prédécesseur Staline, avec seulement plus de souplesse dans les formes, pour le moment.

ET MAINTENANT ?...

Ce nouveau conflit, il semble que Tito et ses amis aient tout fait pour l'éviter. Les amendements au programme présenté au Congrès de Lioubliana représentaient de très sérieuses concessions aux thèses russes: ils répondaient à une véritable sommation du Kremlin. De nombreux passages du programme lui-même auraient pu normalement trouver leur place dans celui de n'importe quel P. C. d'Europe orientale. Ces concessions n'ont pas été jugées suffisantes à Moscou. Le **Kommunist**, puis Pospelov ont déclaré publiquement que cela n'était pas suffisant. Mais c'était trop demander aux dirigeants de la L.C.Y. qu'un abandon de l'affirmation du principe de l'indépendance nationale qui a fait et fait encore, dans une large mesure, leur force et leur audience, qui a soudé, dans la lutte contre Staline, une solidarité entre le peuple et le Parti aujourd'hui menacée. Il est hors de doute que les fières déclarations d'indépendance de Tito, de Rankovitch, de Kardelj en réponse aux pressions de Khrouchtchev, rencontrent en Yougoslavie un énorme écho, et que, dans cette voie, une fois encore, les travailleurs yougoslaves les suivront. Mais cette nouvelle phase de la lutte ne pourra qu'aggraver les contradictions politiques déjà sérieuses. D'ores et déjà, les dirigeants yougoslaves sont contraints de reposer le problème de la bureaucratie russe, de revenir sur leur simpliste analyse du « **mauvais Staline** » et du « **bon Khrouchtchev** ». Et les travailleurs yougoslaves n'ont pas oublié l'exemple hongrois de la destruction de l'Etat bureaucratique. Il est infiniment probable que le mécontentement qui avait provoqué la campagne de « **rectification bureaucratique** » va trouver un nouvel élan et un nouvel aliment dans la lutte extrêmement populaire contre les prétentions russes à l'hégémonie. Même si, provisoirement elle redore le blason des dirigeants yougoslaves, elle ne peut manquer d'approfondir et d'élargir dans un sens révolutionnaire antibureaucratique la conscience des masses. Surtout, la résistance yougoslave réduit à néant les efforts de Khrouchtchev pour réunifier, réhomogénéiser l'appareil sous sa direction.

Aussi, les répercussions du congrès de Lioubliana ne seront-elles pas limitées à la Yougoslavie. Bien au contraire. Les inquiétudes polonaises officiellement avouées, les incertitudes marquées dans les réactions des autres pays satellites montrent que le danger est perçu par tous les bureaucrates. Une fois de plus, comme en 1948, les contradictions de la bureaucratie, les exigences absolutistes de l'appareil, même s'il a un masque « libéral », ne feront qu'accélérer le mouvement qui mène à sa destruction par l'action des masses.

Pierre BRABANT.

De la Bastille...

(suite de la page 1)

Ce n'est pas à Vincennes que les travailleurs sont appelés à se rassembler, mais à la bourse du travail, place de la République.

C'est un progrès, diront certains, progrès qui se marquera peut-être par quelques accrochages entre les travailleurs et les forces de police.

Mais, la République, ce n'est pas la Bastille. La distance entre ces deux endroits est l'exacte mesure de la distance qu'il y a entre une politique réformiste, d'adaptation au régime, même en renâclant, et une politique révolutionnaire. Que ce soit Gaillard démissionnaire, Bourgès-Maunoury, Edgard Faure ou Mendès-France, président du conseil en place, ces gens-là défendent le même régime capitaliste.

La lutte contre le régime ne peut aller de pair avec des accommodements avec ce même régime.

En ce sens, la manifestation prévue à la République n'exprime pas autre chose qu'un aspect « gauchiste » d'une politique fondamentale de collaboration des classes qui se manifeste aussi bien dans la fixation du S.M.I.G., dans les luttes, dans la remise de la grève des mineurs.

Il n'y a plus de gouvernement. C'est vrai.

Mais sait-on que les plus grandes grèves qui aient jamais éclaté en France et aient apporté à la classe ouvrière les plus grandes satisfactions ont commencé alors qu'il n'y avait pas de gouvernement ? C'était en juin 1936.

D. R.

Numérisation CERMTRI

Dans les banques :

LE C.N.E.P. TOUJOURS A L'AVANT-GARDE

LE mercredi 23 avril, les fédérations des trois syndicats (C.G.T., F.O., C.F.T.C.) ont donné l'ordre aux employés de banque d'effectuer une rentrée au travail retardée à 11 heures. Ceci, devant le refus des banquiers, se retranchant derrière le gouvernement, d'examiner les revendications en suspens, à savoir :

- la constante portée de 7.000 à 12.000 frs. (5.000 frs d'augmentation égaux pour tous);
- les 40 heures sans diminution de salaire;
- l'amélioration du régime des retraites.

Dans la plupart des banques et agences, une minorité d'employés a répondu à ce mot d'ordre, qui ne pouvait mener qu'à une impasse.

Malgré tout, à Paris, le mouvement a eu plus de répercussion et d'écho qu'en province. Notamment au Comptoir National d'Escompte (C.N.E.P.), toujours à l'avant-garde, où plus de 50 % des employés ont fait grève. Ce qui permet de mesurer combien, dans les autres banques, l'ordre de grève des syndicats a été peu suivi. Quelles en sont les raisons ? D'abord, parce que c'était la première action qu'entreprenaient les trois fédérations syndicales depuis juillet dernier, et les employés de banque n'ont pas oublié la trahison des dirigeants fédéraux dans cette grève générale de la corporation. Toute action lancée maintenant dans la banque par les appareils syndicaux éveille une méfiance spontanée de la part des employés.

Ensuite, lorsque, le 1er avril, les travailleurs du secteur public étaient en grève, rien n'a été fait par ces mêmes dirigeants pour appeler les employés de banque à soutenir ce combat. Seul, le C.N.E.P., à Paris, a, ce jour-là, fait grève à l'appel des sections syndicales C.G.T. et C.F.T.C. Les dirigeants des syndicats parisiens, prétendant que le climat n'existait pas dans les autres banques, ont isolé volontairement la grève du C.N.E.P., livrant ainsi, en cas d'échec, les militants de l'établissement à la répression patronale. La réussite partielle de la grève au C.N.E.P. a empêché la répression. Mais ce n'était que partie remise.

Le 23 avril, les employés du C.N.E.P., en voulant reprendre le travail à 11 heures, trouvent les grilles de l'établissement fermées et l'accès du hall interdit. Ils comprennent rapidement pourquoi, la semaine précédente, les patrons ont fait poser des verrous à toutes les portes des couloirs menant à la direction. Les patrons ne veulent pas de manifestation dans le hall. Ils intiment l'ordre aux grévistes de passer par groupes de 20, encadrés par les délégués, par une petite porte de derrière, pour se rendre au travail. Les grévistes et les délégués refusent de s'incliner devant l'ultimatum patronal. C'est la tête haute, par la grande porte et non par l'escalier de service, que les grévistes veulent entrer. De nombreux cars de police et de C.R.S. entourent l'établissement. La provocation patronale s'éclaire lorsque l'on apprend qu'un délégué de la C.G.T. est menacé de sanctions par la direction pour avoir protesté contre la fermeture des portes. Pendant plus de deux heures, les grévistes manifestent devant le C.N.E.P., aux cris de « **les banquiers peuvent payer** », et en chantant « **c'est le hall qu'il nous faut** ». Finalement, les délégués réussissent à rassembler les grévistes dans la cour de la cantine, malgré leurs réticences. Des réflexions surgissent : « **Ils ne vont tout de même pas nous faire passer par la petite porte** », « **on recommence le coup de la grève de juillet, on capitule** ». Mais la température est telle parmi les manifestants que les délégués donnent l'ordre de grève toute la journée. Le lendemain, la direction, devant la menace d'une manifestation dans le hall, lâche du lest et lève les menaces de sanctions contre le délégué. Elle a réussi, néanmoins, à atteindre son objectif: pas de manifestation dans le hall.

Cette grève du 23 avril, où, à part le C.N.E.P., il ne s'est rien passé de particulier dans les autres banques, a démontré qu'il fallait une autre orientation pour mobiliser les employés de banque. Le seul fait positif de cette grève a été la manifestation de 2 à 3.000 employés, de la République à Richelieu-Drouot, après la sortie du meeting de la Bourse du Travail.

Le faible pourcentage de grévistes sur le plan national a permis aux dirigeants fédéraux de mesurer leur impopularité.

C'est seulement en donnant la parole aux employés qu'il sera possible de recréer le climat de juillet 1957.

Dans les assemblées générales, organisées dans le hall de toutes les banques, les employés pourront imposer leur volonté, élire démocratiquement leurs comités de grève, et faire la jonction de leur lutte avec celle des travailleurs des autres corporations pour obtenir :

- **une augmentation égale pour tous d'au moins 10.000 frs.**
- **les 40 heures sans diminution de salaires.**

LA GREVE GENERALE DES BANQUES DE JUILLET 1957

(Numéro spécial de « L'Unité Syndicale »)

Une brochure, franco de port : 80 francs.

Par 10 : 60 francs.

Par 100 : 50 francs.

Paiement au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

Secteur public :

ORGANISER L'ACTION

NOUS avions dit, en 1957, que « la victoire » possible de l'E.D.F., victoire trop tôt proclamée par les bureaucrates, n'en était pas une, car elle était escamotée par ces bureaucrates qui acceptaient un paiement à terme... et à quel terme (1959 ou 1960!) face à l'inflation galopante. Ce délai est aujourd'hui remis en question par le mécontentement des gaziers et électriciens; mais le gouvernement use de la même stratégie en faisant « filer » les discussions.

Il fallait, pour éviter la grève générale du secteur public et para public, étaler, en termes éloignés les uns des autres, les rendez-vous des électriciens, des cheminots, des postiers, des fonctionnaires. Les organisations syndicales se sont pliées à ce jeu gouvernemental dans le développement duquel, non seulement l'immense armée, l'immense force de tout le secteur public étaient réduites à ses plus faibles composantes, mais durant lequel furent rognées les propositions déjà dérisoires des syndicats.

Pendant que les gaziers et électriciens attendaient les 22.300 francs pour tout de suite, on discutait éperdument la date de leur échelonnement, cependant que les 22.300 francs hiérarchisés devenaient de plus en plus dérisoires face aux prix.

Les cheminots, avec leurs 11 % lamentables, et surtout bénéfiques à la hiérarchie, se les voyaient encore rogner et escamoter par la mise en avant du paiement — âprement discuté — de l'impôt de sueur et de misère qu'est la rétribution de la productivité.

Les fonctionnaires, eux, alors qu'ils réclamaient 240.000 frs hiérarchisés (24.000 mensuels), se voyaient imposer 210.000 (soit 21.000 mensuels), et encore à terme!

Quant aux P.T.T., leur sort, lié à celui des fonctionnaires n'en était pas plus brillant, ni non plus celui des services publics et de santé, de la R.A.T.P. à Paris, etc.

C'est avec une prise de conscience de plus en plus grande des masses de ce secteur qu'intervinrent les multiples grèves « d'avertissement » de 24 heures, véritables alibis et dérisoires moyens de tromper les masses et d'espérer fléchir quelque peu le refus gouvernemental justifié par sa volonté — elle, bien assise — de financer sa politique réactionnaire aux frais des travailleurs. Cette prise de conscience de la nécessité d'une grève générale de tout le secteur public et para-public est aujourd'hui telle qu'elle sert à certaines organisations pour justifier leur non participation aux grèves alibis de 24 heures, alors que, précédemment, elles en ont usé à l'extrême (C.F.T.C.).

Cette volonté d'aller tous ensemble dans une grève générale jusqu'à satisfaction, jusqu'à obtention d'une augmentation décente (chiffrée par des syndicats de plus en plus nombreux à 10.000 ou 12.000 frs mensuels), les organisations trouveront maintes et maintes astuces pour biaiser avec elle, jusqu'à espérer la rendre irréalisable. Il faut qu'aujourd'hui les travailleurs organisent des Comités pour l'action, des comités intersyndicaux quand des responsables sont acquis à l'action, et qu'ils s'organisent pour rendre publique et populaire cette façon d'exiger leurs 15.000 frs mensuels égaux pour tous par la grève générale.

R. ARTAUD

TOUS D'ACCORD... MAIS SUR QUOI ?

(suite de la page 1)

jusqu'à Edgar Faure, partisan d'une solution raisonnable, et à Mitterrand, de Pflimlin à Daladier, tout le monde, à l'exception (pour l'instant) de Jacques Soustelle, a trouvé cette charte belle et bonne!

Le fonds de l'affaire, c'est que cette charte ne contient sans doute pas grand chose. Certes, elle réaffirme ce qu'il y a véritablement de commun entre tous ces messieurs, de Guy Mollet à Bidault en passant par Edgar Faure: la nécessité de maintenir la « présence française » en Afrique et pour cela en Algérie. Mais les moyens de parvenir à conserver au moins un peu de cet empire ? Par la guerre à outrance, pour autant que le peuple algérien n'accepte pas de capituler ? Par la négociation, puisque, de toute évidence, la « victoire militaire sur la rébellion est exclue » ? C'est sur l'internationalisation du conflit algérien que le précédent gouvernement est tombé; si la Charte, d'après ce que l'on en sait, répète que « la France s'oppose à toute internationalisation », que dit-elle, plus concrètement, des bons offices et de leurs résultats ?...

Il ne s'agit pas de résoudre la crise politique, il s'agit au plus de la masquer par une unanimité de façade derrière laquelle les uns espèrent imposer leur politique de guerre, les autres faire peut-être le coup d'Edgar Faure à propos du Maroc, et négocier tout en proclamant que l'on ne négocie pas. Le contenu politique de la Charte doit être suffisamment général pour que ceux qui y voient d'abord une réaffirmation du fait que l'Algérie c'est la France se montrent aussi satisfaits que ceux qui y devinent des promesses de fédéralisme, de négociations, de nouveaux bons offices.

Un autre point, pourtant, sur lequel tous sont véritablement d'accord : il faut montrer au monde que la France est capable, seule, d'imposer, de faire appliquer ses solutions (même si ces solutions se trouvent être celles que conseilla l'Amérique). Il ne faut pas perdre la face, et donc ne pas paraître perdre la guerre. Le service militaire porté à vingt-sept mois et 80 milliards d'impôts nouveaux sont parmi les dons de joyeux avènement de Pleven !

ET ENSUITE ?

Encouragé par tout le monde, Pleven a donc dit oui à Coty et il va maintenant falloir qu'il forme son gouvernement. C'est-à-dire que c'est maintenant que les véritables difficultés commencent, que réapparaissent tous les problèmes que la laborieuse confection de la Charte avait escamotés.

Une politique se juge à ses moyens, ses moyens définissent son orientation réelle. Il va falloir quitter le terrain des déclarations de principe pour celui des actes que proposerait le nouveau gouvernement. Et si l'Algérie est le problème N° 1, il n'en est pas moins lié aux problèmes financier, économique et social que Pleven a jusqu'à maintenant soigneusement ignorés.

Les porte-paroles les plus autorisés du patronat ne cachent pas leur inquiétude devant la hausse des prix qui s'accélère, et la menace de grèves qui en découle, inquiétude aiguisée par la menace de nouveaux impôts qu'ils craignent fort ne pouvoir faire payer aux seuls travailleurs.

« **Cette politique** » (de guerre à outrance) « **ayant été rejetée par le propre parti de M. Bidault** », écrit M. Edouard Servan-Schreiber dans « **Les Echos** » du 29 avril, « **l'autre devrait être : la paix partout, dès que possible, pour rétablir un minimum d'équilibre économique, financier et même diplomatique** ».

Aussi bien n'est-il pas étonnant que l'empressement manifesté pour dire à Pleven qu'il était dans la « bonne voie » ne se soit nullement accompagné de promesses quant à la participation à son gouvernement.

En définitive, c'est encore une fois le Parti socialiste qui va décider, comme il le fait depuis le début de la législature. Une fraction des politiciens bourgeois est prête à se priver du concours des socialistes pour aller vers « un pouvoir fort ». Mais la majorité d'entre eux pensent qu'ils ne peuvent gouverner sans le soutien, la collaboration des partis ouvriers. La participation des socialistes est une pièce essentielle du mécanisme qui assure le maintien du régime. Non seulement il donne une couverture « sociale » à la politique de différents gouvernements, mais encore il assure, avec la fidèle collaboration du P.C.F., qui « colle » désespérément aux socialistes, la neutralisation de la classe ouvrière. Rejeter le P.S. dans l'opposition, c'est prendre le risque de desserrer un frein important de la lutte des classes.

Mais le parti socialiste n'est pas qu'un élément passif de la politique bourgeoise. Il a une politique. Politique qui, tout d'abord, vise à conserver son importance au Parti, donc son influence, ce qui sous-entend que cette politique doit pouvoir se justifier par « quelque chose » (avantages sociaux par exemple), qu'il y a des limites qu'elle ne peut franchir. Politique qui, aussi, comme celle des partis bourgeois, est un choix des moyens considérés comme les meilleurs pour préserver le régime, qui fait que le P.S. ne peut participer à n'importe quel gouvernement bourgeois. Par exemple, il était parmi ceux qui approuvaient les « bons offices » et il ne pouvait que condamner l'entreprise Bidault.

Pour l'instant, face à Pleven, les dirigeants socialistes demeurent prudemment silencieux. Le « Populaire » du 29 avril ne commente même pas les dernières déclarations de Pleven, il se contente de les reproduire. Signe certain que le dénouement de la crise ne sera pas aisé.

U. S. A.

(Suite de la page 4)

de soutien énergique des Noirs. Des divergences se manifesteront cependant avec les éléments influencés par les staliniens, qui sont opposés aux candidatures socialistes uniques, et veulent retenir les Noirs dans la trappe du parti démocrate. Comme les bureaucrates des P.C. dans le monde entier, les dirigeants staliniens américains subordonnent les intérêts des travailleurs et des peuples opprimés aux intérêts bureaucratiques étroits du Kremlin.

Sur cette question, la polémique du S.W.P. contre les dirigeants staliniens doit recevoir un accueil favorable parmi les gens qui réfléchissent, non seulement dans le mouvement des Noirs, mais aussi dans les syndicats et parmi les anciens militants du P.C., qui sont actuellement en train de rompre avec leur passé stalinien.

E. JONES

(1) Qui n'a évidemment rien de commun avec le vice-président réactionnaire qui porte le même nom.

SOUSCRIVEZ pour la libération d'Henri GENESTE C.C.P. Jean Ribes — 9693-28 Paris —

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris-XV